



HAL
open science

Marché du travail : le pire a (pour l'instant) été évité

Eric Heyer, Xavier Timbeau

► **To cite this version:**

Eric Heyer, Xavier Timbeau. Marché du travail : le pire a (pour l'instant) été évité. Revue de l'OFCE, 2021, Perspectives 2021-2022 pour l'économie mondiale et la zone euro, 2 (172), pp.113-128. hal-03675883

HAL Id: hal-03675883

<https://sciencespo.hal.science/hal-03675883>

Submitted on 23 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

4. Marché du travail : le pire a (pour l'instant) été évité

L'effondrement généralisé de l'activité lors du premier confinement de 2020 et l'alternance de « stop and go » depuis plus d'un an ont mis le marché du travail à rude épreuve et révélé une différence d'approche et de traitement de la crise entre la zone euro et les États-Unis. Si la baisse du temps de travail *via* le recours massif au chômage partiel a permis de limiter le recul de l'emploi et la progression du chômage en zone euro en 2020, aux États-Unis en revanche, en l'absence de tels dispositifs, le recul de l'emploi a été massif et s'est traduit par une forte hausse du taux de chômage. En 2021, en zone euro, le retour vers la tendance de productivité antérieure à la crise de la Covid-19, l'effet de flexion de la population active et la fin des dispositifs de chômage partiel devraient entraîner une normalisation sur le marché de l'emploi, mais au prix d'une hausse significative du chômage. En 2022, sous l'effet d'une reprise de la croissance, et malgré le dynamisme de la population active, le taux de chômage devrait globalement baisser – à l'exception de la France, qui connaîtrait un fort effet de flexion de la population active – quel que soit le scénario retenu.

2020 : un impact sur le marché du travail limité en zone euro et marqué aux États-Unis

L'effondrement de la production mondiale n'a eu qu'un impact limité sur le marché du travail en zone euro

Malgré un calendrier émaillé de périodes de confinement et de déconfinement, le recul de l'emploi est resté limité. Ainsi, l'activité a connu trois phases : une première phase de confinement intervenue au premier semestre 2020 avec des mesures restrictives ; une phase de rattrapage au troisième trimestre 2020 avec la levée partielle des restrictions sanitaires, qui s'est traduite par un rebond de l'activité ; et enfin un second confinement intervenu à l'automne 2020 et/ou début 2021, entraînant une nouvelle contraction de l'activité dans plusieurs

pays. Malgré cette évolution en dents de scie, l'évolution des taux de chômage a peu reflété la forte chute de l'activité observée en 2020. À l'exception des États-Unis, l'ajustement par la durée du travail à travers la mise en place des dispositifs d'activité partielle a permis de préserver l'emploi dans de nombreux pays. En zone euro, le taux de chômage n'a augmenté que de 0,7 point au quatrième trimestre 2020 (en glissement annuel), il a même enregistré une baisse en France (-0,1 point) et en Italie (-0,4 point), malgré une baisse d'activité plus marquée qu'en Allemagne.

Pour comprendre la résilience de l'emploi, il est utile de revenir sur ses déterminants au cours de l'année 2020 et de décomposer la variation d'emploi entre le quatrième trimestre 2019 et les trimestres successifs de 2020 en fonction de l'évolution de l'activité, de l'ajustement de la durée de travail (notamment du chômage partiel) et de l'évolution de la productivité horaire du travail.

On part de l'équation comptable suivante :

$$L_t = \frac{1}{F'_{Ht}} \frac{1}{h_t} VA_t,$$

où VA_t représente la valeur ajoutée dans le secteur marchand (corrigée du taux de salarisation), h_t le nombre moyen d'heures travaillées dans le secteur salarié marchand, L_t l'emploi salarié de la branche et F'_{Ht} la productivité horaire.

L'évolution de l'emploi salarié marchand entre une date et une date de référence 0 est :

$$L_t - L_0 = \frac{1}{F'_{Ht}} \frac{1}{h_t} VA_t - \frac{1}{F'_{H0}} \frac{1}{h_0} VA_0$$

Elle peut être décomposée en trois éléments :

$$L_t - L_0 = \left[\frac{1}{h_t} \frac{1}{F'_{Ht}} (VA_t - VA_0) \right] + \left[\left(\frac{1}{h_t} - \frac{1}{h_0} \right) \frac{VA_0}{F'_{Ht}} \right] + \left[\left(\frac{1}{F'_{Ht}} - \frac{1}{F'_{H0}} \right) \frac{VA_0}{h_0} \right]$$

Le premier terme entre crochets représente l'effet de l'évolution de l'activité, le deuxième terme l'effet de la durée de travail et le troisième terme l'effet du changement de productivité.

Le tableau 1 illustre cette décomposition pour les quatre grands pays de la zone euro et les États-Unis. Au quatrième trimestre 2020, la situation de l'emploi est plus dégradée qu'au quatrième trimestre 2019 dans les cinq pays étudiés. En revanche, après la baisse de l'emploi

salarié marchand enregistrée au deuxième trimestre 2020, lors du premier confinement, la situation s'est progressivement améliorée au deuxième semestre à l'exception notable de l'Allemagne où 92 000 emplois supplémentaires ont été détruits entre le deuxième et le quatrième trimestre 2020.

Le tableau 1 illustre également les divergences entre marché du travail américain et européen au cours de la crise de la Covid-19. En effet, l'activité a davantage chuté en zone euro qu'aux États-Unis au deuxième trimestre 2020 ; en revanche, les États-Unis n'ont pas mis en

Tableau 1. Décomposition de l'évolution de l'emploi salarié, secteur marchand, en écart au quatrième trimestre 2019

En milliers d'emplois

Pays	Décomposition	T2 2020	T3 2020	T4 2020
Allemagne	(1) Évolution de l'activité	-4 032	-1 550	-1 413
	(2) Effet de la durée du travail	1 688	270	900
	(3) Effet de productivité	1 742	644	-181
	Total	-602	-636	-694
	Nombre d'emplois salariés, secteur marchand	29 900	29 866	29 808
France	(1) Évolution de l'activité	-4 257	-924	-1 168
	(2) Effet de la durée du travail	4 734	627	1 285
	(3) Effet de productivité	-1 216	-109	-435
	Total	-739	-406	-318
	Nombre d'emplois salariés, secteur marchand	17 108	17 442	17 530
Italie	(1) Évolution de l'activité	-4 737	-999	-1 540
	(2) Effet de la durée du travail	3 694	748	982
	(3) Effet de productivité	503	-84	264
	Total	-540	-335	-295
	Nombre d'emplois salariés, secteur marchand	14 551	14 756	14 797
Espagne	(1) Évolution de l'activité	-4 554	-1 657	-1 697
	(2) Effet de la durée du travail	3 401	185	216
	(3) Effet de productivité	-292	414	516
	Total	-1 445	-1 058	-965
	Nombre d'emplois salariés, secteur marchand	11 830	12 217	12 309
États-Unis	(1) Évolution de l'activité	-14 000	-4 836	-3 239
	(2) Effet de la durée du travail	-629	-1 325	-1 546
	(3) Effet de productivité	-2 226	-3 829	-3 104
	Total	-16 854	-9 990	-7 888
	Nombre d'emplois salariés, secteur marchand	112 167	119 031	121 133

Note de lecture : En écart par rapport au T4 2019. Ainsi, entre le T4 2019 et le T2 2020, 602 000 emplois ont été détruits en Allemagne.

Sources : Comptabilités nationales, données d'enquête pour les États-Unis, calculs des auteurs.

place de dispositif de chômage partiel, donc la chute de l'emploi n'a pu être amortie par l'ajustement de la durée du travail. Par ailleurs, la productivité horaire a progressé en 2020, ce qui a également pesé sur les évolutions de l'emploi. Au total, on constate un fort recul de l'emploi salarié marchand de près de 17 millions au deuxième trimestre 2020 – soit une baisse de 13 % – et de près de 8 millions d'emplois fin 2020 par rapport à la situation pré-Covid.

À l'inverse, en zone euro, l'évolution de l'activité, en l'absence d'autres mécanismes d'ajustement, aurait dû conduire à une baisse beaucoup plus forte de l'emploi en 2020. Entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020, la baisse de l'activité aurait dû entraîner une diminution de l'emploi deux fois plus forte en Allemagne, quatre fois plus forte en France et même cinq fois plus forte en Italie. Cependant, la baisse de la durée du travail par salarié a permis de contrebalancer cet effet, notamment grâce à la mise en œuvre du chômage partiel. Au deuxième trimestre 2020, les dispositifs ont été massifs ; on a ensuite observé un recul de ces mesures au troisième trimestre 2020 avec la reprise de l'activité, suivie d'une nouvelle progression au quatrième trimestre 2020 avec la deuxième vague épidémique : la baisse de la durée du travail par salarié a ainsi permis de préserver près de 1,3 million d'emplois en France, 1 million en Italie, 0,9 million en Allemagne, et « seulement » 0,2 million en Espagne. Au quatrième trimestre 2020, le chômage partiel a continué de soutenir l'emploi : en équivalent temps plein, il concerne encore 2,5 millions de salariés en France (DARES), 1 million de salariés en Allemagne (Bundesagentur für Arbeit), 2,1 millions de salariés en Italie (Istat) et 0,7 million de salariés en Espagne¹. Enfin, l'évolution de la productivité horaire a connu des évolutions contrastées selon les pays : en Italie et en Espagne, la productivité horaire reste dégradée au quatrième trimestre 2020 par rapport à la période pré-Covid, ce qui a permis de maintenir 264 000 emplois en Italie et 516 000 en Espagne. *A contrario*, en Allemagne et en France, la productivité horaire s'est améliorée, conduisant à la destruction de 181 000 et 435 000 emplois respectivement.

Si l'on étudie les évolutions sectorielles au sein des pays, on observe une tendance au découplage entre industrie et services. Après une adaptation difficile lors du premier confinement, l'industrie aurait retrouvé la tendance à réaliser des gains de productivité au cours du

1. Pour l'Espagne, le nombre d'emploi n'est pas en équivalent temps-plein.

second semestre de l'année. *A contrario*, les services ont été soumis à davantage de mesures prophylactiques et ont mis en place des processus productifs plus intensifs en main-d'œuvre.

D'une crise à l'autre

La crise de la Covid-19 intervient près de 10 ans après la crise des *subprime* de 2008-2009, mais la poussée du chômage a été beaucoup plus limitée dans les pays européens en 2019-2020, malgré une baisse plus forte de l'activité qu'en 2008-2009 (tableau 2). Ainsi, le taux de chômage n'a crû que de 0,4 point entre 2019 et 2020 malgré une baisse du PIB de 6,7 %, : entre 2008 et 2009, il avait crû de 2,1 points alors que l'activité n'avait baissé « que » de 4,5 %. C'est particulièrement le cas pour la France, l'Italie et l'Espagne : malgré une baisse de PIB beaucoup plus forte en 2019-2020 qu'en 2008-2009, le taux de chômage a reculé en France et en Italie et a crû faiblement en Espagne. En effet, la mise en œuvre massive des dispositifs de chômage partiel, contrairement à la crise précédente, a permis de préserver davantage l'emploi. *A contrario*, l'Allemagne, qui avait déjà massivement recouru au chômage partiel en 2008-2009, a connu une baisse de PIB comparable dans les deux crises, mais l'emploi a davantage baissé pendant la crise de la Covid-19 (voir *infra*). Quant aux États-Unis, qui n'ont pas mis en œuvre les dispositifs de chômage partiel, ils ont vu le taux de chômage progresser de 4,4 points entre 2019 et 2020. Aux États-Unis, c'est la forte baisse de l'emploi qui explique la progression du chômage, malgré un effet de flexion de la population active plus marqué qu'en 2008-2009.

Tableau 2. Variation du PIB et du taux de chômage

PIB: taux de variation en %; taux de chômage: différence en points

	2008-2009		2019-2020	
	PIB	Taux de chômage	PIB	Taux de chômage
États-Unis	-2,5	3,5	-3,5	4,4
Zone euro	-4,5	2,1	-6,7	0,4
Allemagne	-5,6	0,3	-5,1	1,1
France	-2,8	1,6	-8,2	-0,4
Italie	-5,3	1,1	-8,9	-0,7
Espagne	-3,8	6,6	-10,8	1,4

Sources : Eurostat, BLS.

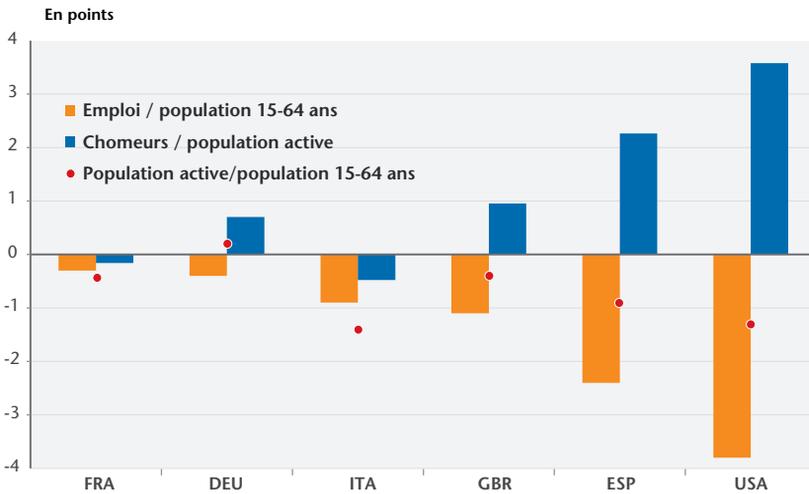
Au-delà du chômage partiel, comment s'est fait l'ajustement sur le marché du travail en 2020 ?

Si les aides aux entreprises et le recours aux dispositifs de chômage partiel en Europe ont constitué des éléments majeurs pour préserver l'emploi face à la violence de cette crise, une partie des travailleurs ont malgré tout perdu leur emploi. Dès lors, il apparaît important de comprendre comment s'est fait cet ajustement : sur quels groupes d'âge ? La baisse d'emploi a-t-elle entraîné une hausse du chômage ou bien une sortie du marché du travail au profit de l'inactivité ? Quelle est la part du sous-emploi fin 2020 ?

Pour répondre à ces questions, nous utilisons les Enquêtes sur les Forces de Travail publiées par Eurostat. La population retenue ici est celle des 15-64 ans. Les données sont corrigées des variations saisonnières et non corrigées des jours ouvrables. Elles sont connues jusqu'au dernier trimestre 2020, sauf pour le Royaume-Uni où elles s'arrêtent au troisième trimestre. Toutes les données ne sont pas renseignées pour les États-Unis. Les données peuvent être légèrement différentes de celles retenues dans la comptabilité nationale.

Si tous les pays ont connu d'importantes pertes d'emplois en 2020, c'est aux États-Unis et en Espagne qu'elles ont été les plus fortes : - 5,5 % et -3,4 % respectivement sur un an à la fin 2020. À l'inverse, la France a enregistré une baisse de seulement 0,5 % (malgré une chute d'activité presque deux fois plus élevée qu'aux États-Unis). Compte tenu de la hausse de la population en âge de travailler, le taux d'emploi, mesuré comme le rapport entre l'emploi et la population des 15-64 ans, baisse moins mais le classement reste identique : États-Unis et Espagne dans le peloton de tête des pays qui voient leur taux d'emploi baisser le plus en 2020 ; Allemagne et France dans ceux qui ont le moins souffert. L'Italie et le Royaume-Uni connaissent une baisse intermédiaire de leur taux d'emploi. À l'exception de l'Italie et de la France qui enregistrent respectivement une baisse et une stabilité, les autres pays connaissent une hausse de leur taux de chômage (chômeurs/population active) en lien avec l'ampleur des pertes d'emplois. Mais partout, sauf en Allemagne, la part de la population active dans la population des 15-64 ans baisse. Cette première présentation est visible dans le graphique 1.

Graphique 1. Variation des taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage par pays entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020



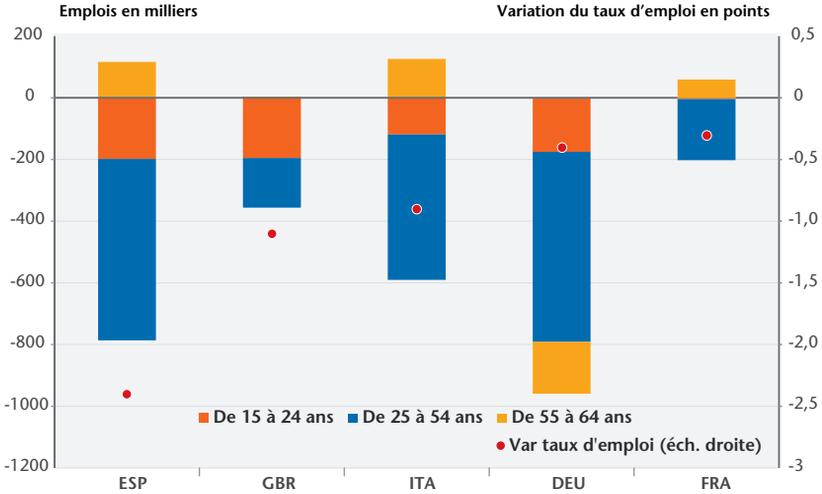
Sur quelles classes d'âge ont porté les baisses d'emplois ?

Dans tous les pays, l'ajustement total sur l'emploi (graphique 2) a été porté par le noyau dur des travailleurs, âgés de 25 et 54 ans (leur contribution à la perte d'emploi total est supérieure à 75 %, notamment en Espagne, en Italie et en France). Les jeunes n'ont pas été épargnés, sauf en France (leur contribution est nulle). Aux États-Unis et en Allemagne, les travailleurs de 55 à 64 ans ont également joué un rôle important dans l'ajustement.

Pour autant, s'il est important de savoir qui a porté le poids de l'ajustement global, il apparaît aussi important de connaître le poids de cet ajustement dans chaque classe d'âge. Rapportées au nombre de personnes de chaque classe, ce sont bien chez les populations jeunes que la chute est la plus forte (graphique 3). La chute du taux d'emploi dans le groupe des 15-24 ans a été particulièrement violente en Espagne (-4,6 points), mais aussi au Royaume-Uni et aux États-Unis (-2,9 et -2,7 points respectivement), un peu moins en Italie, et très faible en Allemagne et en France. Le taux d'emploi des 25-54 ans a perdu plus de 4 points aux États-Unis en une année et près de 2,5 points en Espagne. Ailleurs, l'ajustement apparaît faible, relativement à la taille de la population. Enfin, la baisse du taux d'emploi des seniors (55-64 ans) est la plus forte aux États-Unis, confirmant que

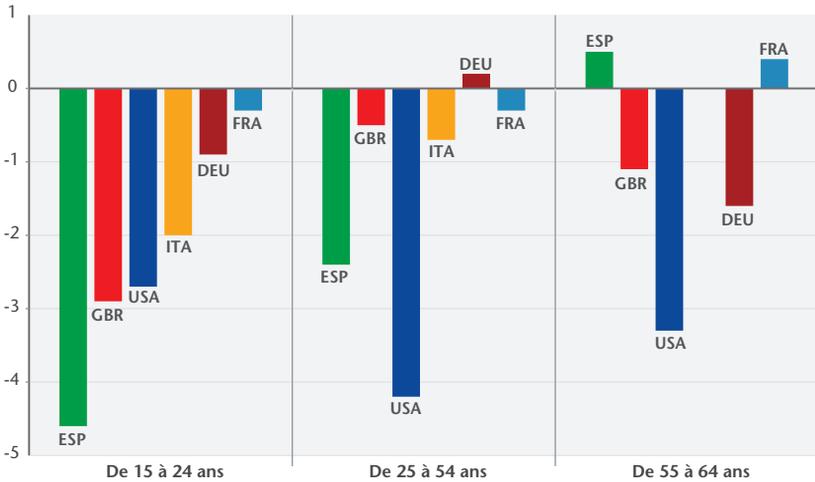
l'ajustement frappe toutes les classes d'âge dans ce pays, et en Allemagne. En Espagne et en France, en revanche, l'ajustement ne porte pas sur cette classe d'âge.

Graphique 2. Variation de l'emploi par classe d'âge entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020



Source : LFS, Eurostat.

Graphique 3. Variation du taux d'emploi par classes d'âge entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020

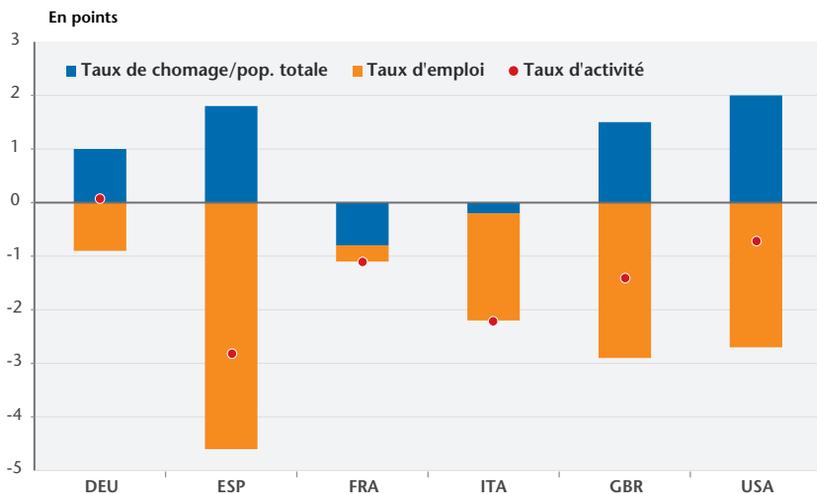


Source : LFS, Eurostat.

Que deviennent ces personnes qui perdent leur emploi ? S'inscrivent-elles au chômage, si elles sont éligibles, ou bien s'excluent-elles, au moins provisoirement, du marché du travail (abandon de recherche d'emploi, indisponibilité temporaire...) pour s'installer dans l'inactivité ? Pour cela nous pouvons comparer l'évolution de l'emploi et du nombre de chômeurs au sein de chaque groupe d'âge – en faisant abstraction des mouvements naturels de population (graphique 4). Des données d'enquêtes il ressort que pour la population des 15-24 ans :

- En Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, la chute de l'emploi se retrouve partiellement dans la hausse du nombre de chômeurs. Malgré tout, en Espagne, 60 % des jeunes sortent du marché du travail, soit 2,8 % de ce groupe de population. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, ce sont respectivement 50 et 25 % qui sortent de la population active ;
- En France, comme en Italie, la baisse de l'emploi ne s'articule pas avec de nouvelles entrées au chômage. Le taux d'activité baisse, surtout en Italie ;
- En Allemagne, la baisse des emplois correspond à la hausse du nombre de chômeurs, indiquant le maintien total de ces populations sur le marché du travail.

Graphique 4. Décomposition de la variation du taux d'activité des 15-24 ans entre chômage et emploi entre le T4 2019 et le T4 2020



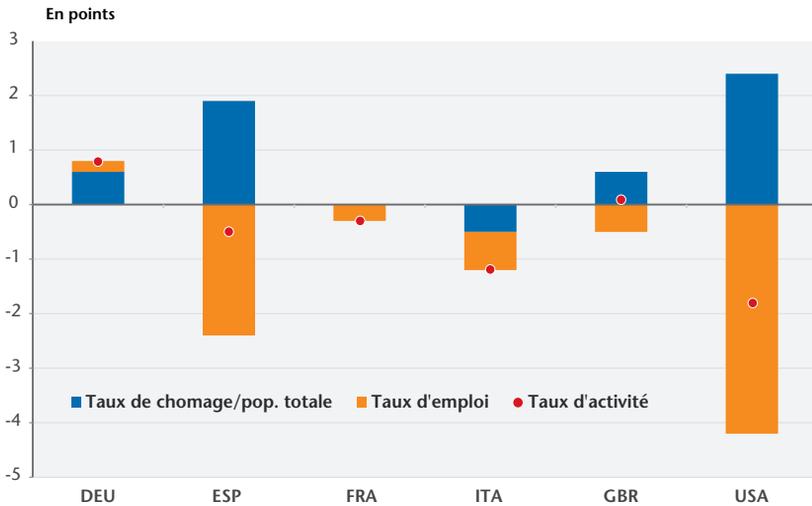
Source : LFS, Eurostat.

Pour le groupe des 25-54 ans (graphique 5) :

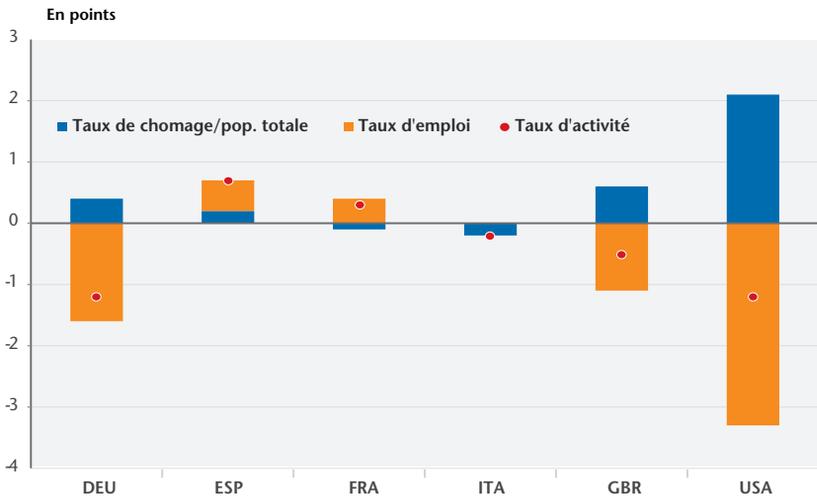
- Aux États-Unis et en Espagne, les fortes pertes d'emplois se retrouvent partiellement dans la hausse du chômage, notamment en Espagne. Aux États-Unis, 40 % des personnes ayant perdu leur emploi sortent de la population active ;
- En France et en Italie, la baisse des emplois se fait sans variation du nombre de chômeurs. Le taux d'activité baisse ;
- Au Royaume-Uni, la baisse des emplois correspond à la hausse du nombre de chômeurs. Le taux d'activité reste stable ;
- En Allemagne, le taux d'activité s'accroît légèrement sous l'effet de la hausse de l'emploi et du nombre de chômeurs.

Enfin, concernant la population des 55-64 ans (graphique 6), comme on l'a vu, cette catégorie a été très marquée par les pertes d'emplois aux États-Unis et en Allemagne, dans une moindre mesure au Royaume-Uni. Là aussi, une part importante de cette population quitte le marché du travail (de 40 % des pertes d'emplois aux États-Unis et jusqu'à 75 % en Allemagne).

Graphique 5. Décomposition de la variation du taux d'activité des 25-54 ans entre chômage et emploi entre le T4 2019 et le T4 2020



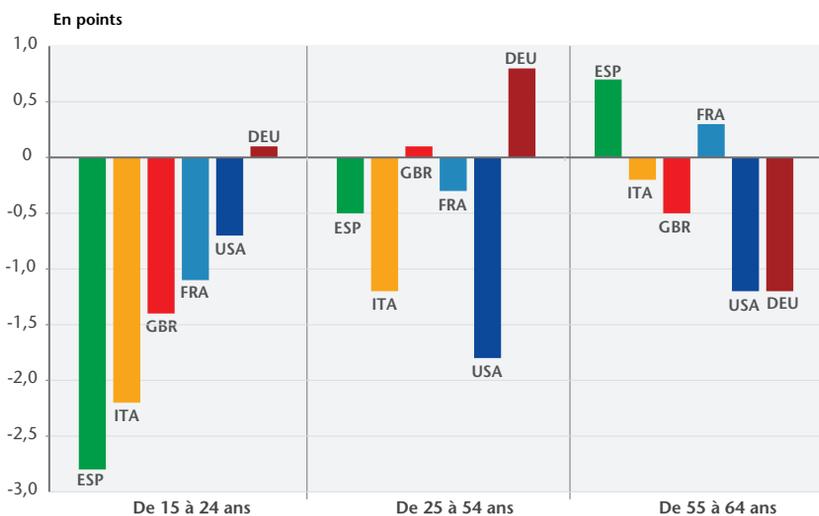
Graphique 6. Décomposition de la variation du taux d'activité des 55-64 ans entre chômage et emploi entre le T4 2019 et le T4 2020



Source : LFS, Eurostat.

Conséquence de ces changements de situation au regard du travail, la population active des 15-64 ans baisse dans tous les pays, sauf en Allemagne (graphique 7). Les baisses les plus importantes des taux d'activité ont été enregistrées pour les jeunes en Espagne (-3 points) et en Italie (-2 points), et aux États-Unis pour les 25-54 ans (-2 points).

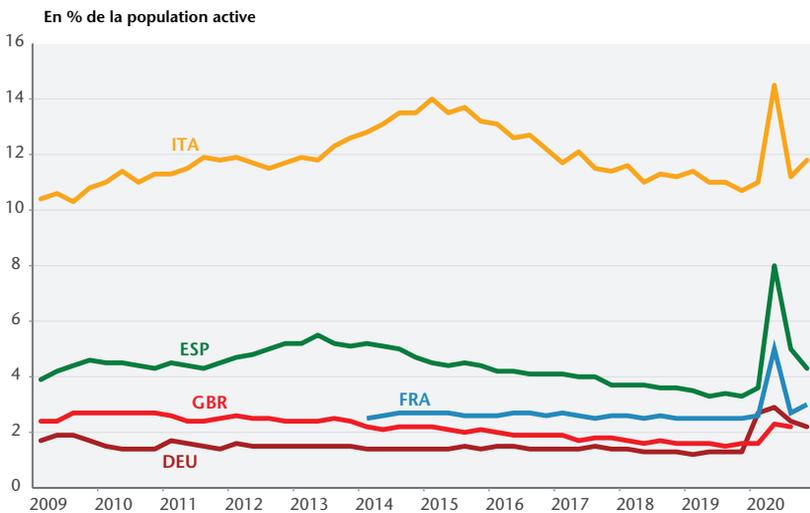
Graphique 7. Variation du taux d'activité par classe d'âge entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020



Source : LFS, Eurostat.

Ces baisses de population active s'articulent avec un passage important vers ce qu'on peut appeler le « halo du chômage », c'est-à-dire des personnes qui sont à la marge de l'activité, considérées comme inactives mais prêtes à y revenir si la situation s'améliore. À la fin de l'année 2020, la part de ces inactifs qui se déclarent disponibles pour travailler mais qui ne recherchent pas d'emploi restait plus élevée que fin 2019, notamment en Allemagne, en Italie et en Espagne (d'environ 1 point de population active), un peu moins en France. Néanmoins, ces taux ont sensiblement baissé après le pic du printemps 2020 (graphique 8).

Graphique 8. Personnes disponibles pour travailler mais ne recherchant pas un emploi



Source : LFS, Eurostat.

Ainsi, les cinq pays abordent l'année 2021 avec une situation dégradée. Au quatrième trimestre 2020, l'emploi est partout inférieur au niveau du quatrième trimestre 2019. Même si la hausse du chômage est modérée, elle s'accompagne également du retrait du marché du travail d'une partie non négligeable des personnes qui ont perdu leur emploi ou qui étaient déjà au chômage.

2021 : normalisation sur le marché de l'emploi... au prix d'une hausse du chômage

Pour calibrer le scénario de sortie de crise, nous avons raisonné, pour l'année 2021 comme pour l'année 2020, au niveau des branches d'activité. Nous faisons l'hypothèse d'une levée des contraintes sanitaires à l'été 2021, sauf dans les activités liées au tourisme et les transports internationaux, pour lesquels le retour à la situation d'avant-crise n'aurait lieu qu'à l'été 2022. Ainsi, tous les secteurs retrouveraient leur niveau pré-Covid au plus tard au quatrième trimestre 2021, à l'exception des secteurs durablement affectés (transport, hôtellerie-restauration, services aux ménages). Nous faisons également l'hypothèse de la fin des dispositifs de chômage partiel d'ici fin 2021 et d'un retour de la productivité sur sa tendance pré-Covid hors secteurs durablement affectés.

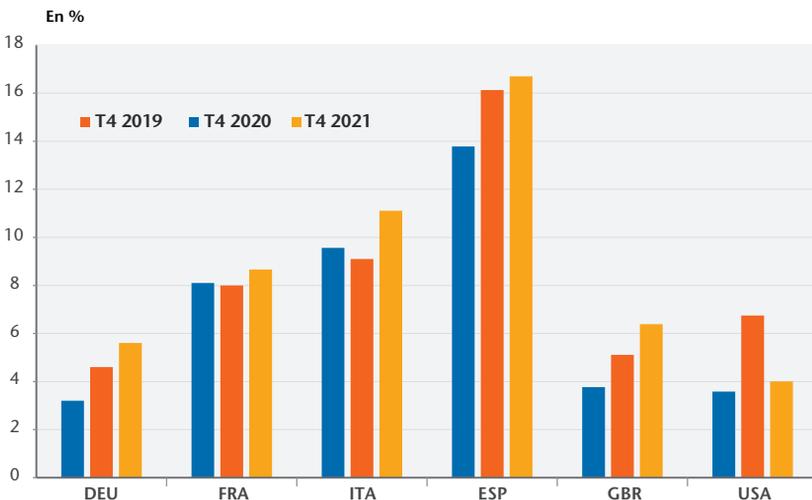
La reprise de la pandémie qui a marqué le début de la troisième vague de confinement en début d'année devrait se traduire dans tous les pays par une nouvelle dégradation de la situation économique et du marché de l'emploi. En Espagne, l'amélioration initiée au deuxième semestre 2020 devrait être violemment interrompue au premier trimestre. En Allemagne et au Royaume-Uni, l'emploi, qui ne s'est pas redressé au cours des précédents trimestres, se dégraderait encore davantage. Enfin en France, en Italie et aux États-Unis, il n'y aurait pas de destructions d'emplois, notamment dans le cas de la France du fait des politiques actives de soutien à l'emploi (autre que le chômage partiel) et l'amélioration engagée au second semestre 2020 se poursuivrait à un rythme très ralenti dans les deux derniers pays. À l'exception de la France qui pour des raisons de calendrier sanitaire connaîtrait une baisse du PIB, une amélioration de la croissance est attendue au deuxième trimestre dans les autres pays, ce qui permettrait une reprise de l'emploi sur la période. Pour autant, l'ajustement au sein des entreprises continuerait de se faire à travers le recours au chômage partiel. Dans tous les pays à l'exception des États-Unis, le chômage partiel resterait élevé sur l'ensemble du premier semestre.

La levée des contraintes attendue durant l'été marquerait un tournant dans la dynamique de croissance. Le deuxième semestre devrait connaître une croissance plus ferme de l'activité en dehors des activités liées au transport et au tourisme. Cette embellie devrait s'accompagner de la normalisation des mécanismes d'ajustement de l'emploi à l'activité et marquer la fin du chômage partiel. La durée du travail devrait être revenue d'ici à la fin de l'année 2021 à son niveau de moyen terme

dans l'ensemble des secteurs non contraints. La productivité du travail par tête reviendrait alors à son niveau de moyen terme dans chacun des secteurs. L'accélération de la productivité pèsera sur les créations d'emplois qui resteront modestes sur cette période, malgré le raffermissement de la croissance. Au Royaume-Uni, l'emploi continuera même de baisser. À la fin de l'année 2021, on suppose que l'emploi n'aura pas encore retrouvé le niveau qu'il avait avant la crise de la Covid-19. En Espagne et au Royaume-Uni, il serait inférieur de 3,8 % et 3,2 % respectivement à son niveau de fin 2019. En Allemagne, Italie et France, il s'en rapprocherait mais resterait entre 1,5 % et 0,9 % en dessous. Seul, l'emploi américain serait presque 2 % supérieur. Ces perspectives favorables s'expliquent par le fait que les États-Unis sont le seul pays qui n'a pas ajusté son volume de travail à la crise par une baisse de la durée du travail mais par les destructions d'emplois. La croissance en 2021 passera donc davantage par des créations d'emplois que par la hausse de la durée du travail.

Du côté de la population active, comme on a pu le montrer précédemment, il existe un réservoir de main-d'œuvre qui s'est retiré du marché du travail au pire de la crise de 2020 et qui reste disponible pour y revenir en 2021, notamment chez les jeunes mais aussi dans les catégories plus âgées. Ce « halo » du chômage viendrait alors gonfler la population active en 2021 et pousserait le taux de chômage à la hausse. Comme on peut le voir dans le graphique 9, le taux de

Graphique 9. Taux de chômage au quatrième trimestre 2019, au quatrième trimestre 2020 et au quatrième trimestre 2021



Sources : instituts nationaux, prévisions OFCE avril 2021.

chômage augmenterait dans les cinq pays d'Europe en 2021 et baisserait aux États-Unis. En Europe, les plus fortes baisses devraient être observées en Italie, au Royaume-Uni et en Allemagne. En Espagne, le taux augmenterait jusqu'à dépasser 17 % dans le milieu de l'année 2021 mais pourrait baisser légèrement au deuxième semestre avec la montée de l'emploi.

2022 : Une baisse du chômage dans nos deux scénarii

Pour 2022, nous élaborons deux scénarii de croissance liés à une potentielle désépargne Covid-19 en 2022. Le premier scénario (« scénario avec désépargne ») suppose qu'une partie de la surépargne Covid – l'équivalent de 1,8 point de revenu disponible brut – accumulée en 2020 et 2021, sera consommée en 2022. Le second scénario (« scénario sans désépargne ») ne prévoit pas de désépargne : le taux d'épargne reviendrait progressivement en 2022 à son niveau de 2019, hors effet de précaution. L'ampleur de la désépargne revêt une importance cruciale ; elle explique ainsi plus de deux points de croissance du PIB aux États-Unis, et un point supplémentaire de baisse du chômage (tableau 3).

Tableau 3. Taux de croissance et taux de chômage en 2022 dans les deux scénarii

	Scénario avec désépargne		Scénario sans désépargne	
	Taux de croissance du PIB	Taux de chômage	Taux de croissance du PIB	Taux de chômage
États-Unis	5,9	3,1	3,7	4,1
Allemagne	5,5	3,8	4,1	4,4
France	6,0	8,7	4,3	9,4
Italie	5,5	9,9	3,9	10,6
Espagne	7,9	15,1	6,1	15,9

Source : prévisions OFCE, avril 2021.

Dans le scénario avec désépargne, malgré une augmentation du taux de croissance de la population active dans tous les pays (effet de flexion) en 2022 et un rétablissement de la productivité par tête, la forte croissance du PIB soutiendra le dynamisme de l'emploi. Le taux de chômage devrait alors baisser assez fortement, de 0,5 point en Italie, 1,4 point en Allemagne, 2,2 points en Espagne, et 2,3 points aux États-Unis. Seule la France devrait, en moyenne, connaître une

progression du taux de chômage entre 2021 et 2022 : en effet, depuis fin 2019, il subsiste un écart entre l'évolution tendancielle de la population active et son évolution constatée ; nous faisons l'hypothèse que fin 2021, cet écart sera résorbé, ce qui conduira à une hausse du taux de chômage sur l'année 2021, avant l'amorce d'une baisse en 2022.